

Chargé d'évaluation des politiques publiques

Un regard distancié pour bien analyser l'action et éclairer les choix à venir

- **Le contexte.** Fonction vieille de vingt ans, l'évaluation est de plus en plus recherchée par les collectivités.
- **La problématique.** En période de crise, les agents qui assurent cette mission doivent garder un regard distant ainsi qu'une pensée libre, et ne pas devenir des « justificateurs » de coupes dans les budgets.

« L'évaluation vise à produire des connaissances et de l'intelligence pour une meilleure décision publique », résume Pascal Delafosse, chef du service « évaluation des politiques régionales » au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais (5593 agents). Il aura pourtant fallu attendre 2014 pour que le CNFPT répertorie le métier de chargé d'évaluation des politiques publiques, qui date des années 90. « Cette classification a demandé trois années de travail, fait remarquer Pascal Delafosse. Auparavant, l'évaluation était perçue comme une fonction. Il s'est agi de l'identifier en tant que métier, avec ses méthodes. » L'évaluation puise, en effet, ses outils dans de nombreuses disciplines et compétences : analyse politique, sociologie, statistique...

Militantisme

Ghislaine Grézil, chargée de l'évaluation des politiques au conseil régional de la Bretagne (3884 agents), ajoute : « Nous avons un rôle de "poil à gratter", notre position est particulière. L'évaluation navigue entre politique et technique, et se construit progressivement. Il faut aussi que les directeurs généraux des services nous soutiennent. » Le militantisme est de mise chez les évaluateurs. « Nous nous sommes battus. Au départ, il n'a pas été facile de se faire respecter », se souvient Pascal Delafosse. « Nous faisons désormais partie du paysage. L'évaluation est utile : elle vise à améliorer l'action publique, à la redéfinir. Nous l'avons mise en



MAGALI BENCIVENGA, responsable du pôle « évaluation » au conseil général des Bouches-du-Rhône (7000 agents)

« Un précieux temps d'échange »

« Ce métier permet, à un instant T, de mettre en correspondance les regards des différents acteurs qui travaillent sur un même sujet. Cela a été le cas pour un dispositif d'action sociale que nous avons mis en place avec des agents du service "culture". Ce qui est intéressant, c'est l'échange des points de vue. Notre mission d'évaluateur donne du sens au travail des agents. Pendant les interviews, ils s'expriment et je leur donne du temps pour qu'ils prennent du recul. C'est précieux. Plus j'exerce cette profession, plus je me rends compte que ces moments d'échange sont plus importants que le but lui-même. »

place il y a dix ans avec l'objectif d'un meilleur service, au meilleur coût et dans le respect du développement durable. » Ce métier connaît aujourd'hui, dans les formations, à l'Institut national des études territoriales et dans d'autres masters, un intérêt grandissant. Et pour

cause : « Très éclectique, nécessitant des capacités techniques diverses, il n'a rien de monotone, en plus d'offrir une vision globale de l'action publique », explique Pascal Delafosse. Parallèlement à l'engouement pour ce « nouveau » métier, les besoins de l'évaluation ont fortement évolué ces dernières années, dans une période où les dotations de l'Etat sont en diminution. « On nous demande de prendre en compte l'efficacité, le rapport entre le résultat et les moyens. Non pas d'effectuer des coupes mais d'améliorer la qualité en diminuant les coûts », précise l'évaluateur. « La prise de conscience est plus forte aujourd'hui. Il s'agit pour les collectivités d'apporter des améliorations dans leur gestion. Une exigence qui, tant que l'on ne me demande pas de justifier les coûts, reste déontologique, à mes yeux. »

CADRES D'EMPLOIS
Ingénieurs, attachés, attachés de conservation du patrimoine.

CATÉGORIE
A.

FORMATION
Bac + 3.

lué ces dernières années, dans une période où les dotations de l'Etat sont en diminution. « On nous demande de prendre en compte l'efficacité, le rapport entre le résultat et les moyens. Non pas d'effectuer des coupes mais d'améliorer la qualité en diminuant les coûts », précise l'évaluateur. « La prise de conscience est plus forte aujourd'hui. Il s'agit pour les collectivités d'apporter des améliorations dans leur gestion. Une exigence qui, tant que l'on ne me demande pas de justifier les coûts, reste déontologique, à mes yeux. »

Fonctions stratégiques

« La finalité de l'évaluation est de mieux comprendre les causes et les réalités, mais dans le contexte actuel, la volonté de procéder à des coupes budgétaires se profile. L'évaluation n'est pas un luxe mais une mission qui fait partie des fonctions stratégiques. Les agents restent libres d'émettre des critiques et les méthodes sont transparentes », prévient Ghislaine Grézil. Et de conclure : « Le besoin d'évaluation est croissant, car les politiques publiques sont complexes. Et notre regard distancié est important en temps de crise. » Anne Deguy